



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 04 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMPAGNIE EUROPEENNE DE TANNAGE - CET

Route de Juvardeil
Châteauneuf-sur-Sarthe
49330 Les Hauts-D'anjou

Références : 2026-0044
Code AIOT : 0006301099

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement COMPAGNIE EUROPEENNE DE TANNAGE - CET implanté Route de Juvardeil Châteauneuf-sur-Sarthe 49330 Les Hauts-d'Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPAGNIE EUROPEENNE DE TANNAGE - CET
- Route de Juvardeil Châteauneuf-sur-Sarthe 49330 Les Hauts-d'Anjou
- Code AIOT : 0006301099
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La COMPAGNIE EUROPÉENNE DE TANNAGE (CET), filiale du groupe BIGARD exploite, sur la commune des Hauts d'Anjou (Châteauneuf-sur-Sarthe), des installations de tannerie de peaux de bovins. L'exercice des activités a été autorisé par arrêté préfectoral du 16 novembre 2004 dont les prescriptions ont été substituées par celles de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Rejet des eaux résiduaires industrielles	Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 3.2.3	Demande d'action corrective	/
8	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 3.3.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. PFAS - Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
7	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 5.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

-PFAS: L'exploitant a réalisé les campagnes de surveillance en sortie des rejets aqueux en application de l'arrêté du 20 juin 2023. Les résultats observés sur le paramètre AOF nécessitent la réalisation de mesures complémentaires détaillées dans le présent rapport. L'état des lieux prescrit à l'article 2 doit être finalisé.

- État de conformité des rejets: Des dépassements réguliers en fer et aluminium, et ponctuellement en AOX, phénols ont été observés en sortie des lignes tannage et rivière et en nickel et sulfures en sortie de ligne tannage. Il est attendu de l'exploitant d'expliquer pour ces différents dépassements les actions correctives qu'il a mises en oeuvre concernant ces dépassements de manière plus

approfondie que les explications fournies sur GIDAF. L'examen de la conformité des rejets en sortie de la station CET Environnement à laquelle sont raccordés les effluents tannage et rivières déclarés sous GIDAF ne mettent pas en évidence de non-conformités aux valeurs limites applicables au moment de l'inspection.

Il est à noter que de nouvelles valeurs limites sont applicables à l'établissement Compagnie européenne de tannage (effluents raccordés tannage et rivière) et en sortie de station CET Environnement (station finale) à partir du 1er janvier 2026. L'examen de la conformité des effluents à ces nouvelles valeurs limites ne fait pas partie du présent rapport.

- confinement des eaux d'extinction: l'exploitant a réalisé un bassin de confinement. Sa mise en service est attendue en janvier 2026. Une procédure relative au fonctionnement de ce bassin doit être mise en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. PFAS - Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : III. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Effluents rivière: l'exploitant a déclaré des résultats sur les paramètres PFAS le 29/11/2023, le 20/12/2023, le 29/01/2024, le 04/09/2024 et le 07/10/2024. Effluents tannage: l'exploitant a déclaré des résultats sur les paramètres PFAS le 29/11/2023, le 20/12/2023, le 29/01/2024, le 04/09/2024 et le 07/10/2024. Les résultats des 3 campagnes réalisées au titre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ont bien été déclarés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux

dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
Constats : Les résultats sur le paramètre PFOS mesurés lors des 5 campagnes de mesures sur les effluents rivière et effluents tannage sont inférieurs à la limite de quantification du laboratoire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant indique qu'il dispose de 35 références de produits (réduit à 28) pour l'utilisation en tannerie. L'exploitant a indiqué avoir sollicité 4 fournisseurs (hors produits utilisés en commodités). Il indique: <ul style="list-style-type: none"> - que certains fournisseurs ont fait des analyses. - que certains fournisseurs ont fourni des certificats comprenant le positionnement vis-à-vis de certains PFAS compris dans la liste des 20 PFAS de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. - que des analyses ont été faites sur les poudres. L'exploitant n'a pas présenté de liste formalisée des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mener le travail de vérification de la présence de PFAS dans les FDS. Il est demandé à l'exploitant de formaliser le travail effectué de consultation des fournisseurs et des réponses réceptionnées. Il est demandé à l'exploitant de disposer de la liste des références produits utilisés en tannerie, des produits utilisés en station et autres usages annexes sur le site, et pour chacun d'entre eux de préciser le résultat du retour fournisseur en détaillant si le retour est complet ou partiel, et la mention ou non de PFAS dans la FDS, et dans la réponse fournisseur.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>A ce stade l'exploitant mène des investigations afin d'expliquer les écarts entre l'AOF et les PFAS mesurés (cf. point de contrôle 5).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>Résultats <u>PFAS</u>:</p> <p>Au regard des résultats déclarés sur GIDAF (5 mesures avec analyse des 20 PFAS obligatoires de l'arrêté ministériel du 20/06/23), les constats sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - effluent rivière : émissions en AOF qui varient entre 170 µg/l et < 2µg/l

- effluents tannage : émissions en AOF qui varient entre <2 µg/l et 16000 µg /l

Aucun PFAS n'a été quantifié dans les prélèvements des effluents rivière et tannage sauf à l'état de traces (0,061 µg/l) en PFHxA le 04/09/24 (AOF< 2µg/l).

Les effluents de la tannerie sont raccordés à une STEP classée 2752 au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (exploitée par le même exploitant et nommé dans la suite du rapport comme la station "CET Environnement").

Les résultats déclarés dans GIDAF en sortie de la station CET Environnement sont "inférieurs à la limite de quantification" pour les 20 PFAS analysés et inférieurs à la limite de quantification pour l'indice AOF, à l'exception d'une mesure où ce paramètre AOF a été quantifié à 24 µg/l (13,8 g/j) le 29/01/2024.

L'exploitant a réalisé un prélèvement ponctuel et des analyses sur l'eau amont prélevé en rivière (Sarthe) (Bordereau d'analyse Inovalys du prélèvement du 05-09-24) : les analyses réalisées concernent les paramètres suivants: 20 PFAS + 6:2 FTOH, 8:2 FTOH + C604 +AOF. Les résultats sur ce prélèvement sont inférieurs à la limite de quantification.

L'examen par sondage du bordereau d'analyse Inovalys du prélèvement du 08-10-24 met en évidence que la limite de quantification a été augmentée à 0,2 µg/l pour plusieurs PFAS alors que cette LQ doit être au minimum de 0,1µg/l (cf arrêté ministériel du 20/06/2023). Cela constitue un non-respect de la limite de quantification minimale réglementaire.

Mesures d'investigations :

Lors de l'inspection sur le site CET Environnement en juillet 2024, l'exploitant avait indiqué avoir réalisé des analyses ciblées sur des produits utilisés par la tannerie.

L'exploitant a procédé à une consultation des fournisseurs sur la présence ou non de PFAS dans les produits utilisés sur site (cf PC n°3). Une formalisation des démarches réalisées et des résultats obtenus est à formaliser (cf. PC n°3).

Il a réalisé 2 campagnes de mesure complémentaires des rejets aqueux suite aux 3 mesures réalisées en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sur les rejets de la tannerie (rivière et tannage), et les rejets en sortie de la station CET Environnement (en septembre et octobre 2024).

L'exploitant est engagé dans l'étude réalisée en lien avec l'INERIS, le BRGM et AQUAREF portant sur le paramètre AOF et visant à expliquer les niveaux d'émissions en AOF. Cette étude comprend des analyses complémentaires sur les rejets.

Indépendamment de l'étude citée ci-dessus, une poursuite de la surveillance des rejets est requise au droit des points de rejets (CET Rivière, CET Tannage, CET Environnement (STEP) mais également au droit du rejet provenant de l'installation raccordée (ELIVIA) à la station CET Environnement.

L'exploitant a proposé l'ajout du paramètre TFA et cet ajout est validé par l'inspection. Par ailleurs, l'inspection a demandé à l'exploitant d'étendre l'analyse au delà des 28 PFAS réglementés dans l'arrêté ministériel du 20/06/2023. L'utilisation de pack d'analyses étendues (50 ou plus) afin de disposer d'analyses aussi large que possible pour expliquer l'AOF retrouvé dans les rejets est pertinent. L'exploitant ajoutera le 6:2 FTS et le 6:2 FTAB.

Il est par ailleurs demandé la réalisation d'une analyse par top essay pour vérifier la présence ou l'absence de PFAS non spécifiquement analysés.

Dans le cas où l'exploitant stock des émulseurs contenant des PFAS, les PFAS spécifiques suivants seront également analysés au droit des rejets susceptibles de collecter des rejets contaminés par des émulseurs (ex: eaux pluviales): 6:2 FTAB, 6:2 FTS, 6:2FTSaAm, 8:2 FTS, 8:2FTAB, 4:2 FTS, PFOSA, MePFOSA

Production de boues: Des boues sont produites au niveau de la chaîne "rivière", pré-traitement file rivière (presse à disque), du traitement biologique (boues biologiques) (CET environnement), refus du flottateur (boues pressées).

L'exploitant envisage des analyses sur les boues de la station CET Environnement. Des analyses sur ces boues sont effectivement à réaliser au regard notamment des composés PFAS qui seront retrouvés dans les effluents des files rivières, tannage et CET environnement.

Les boues produites en amont devront également être caractérisées et traitées vers une filière autorisée et apte à traiter ce type de déchet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de poursuivre la surveillance de l'AOF et des PFAS détectés sur les 4 points de rejets : rivière, tannage, station CET environnement, rejet raccordé Elivia.
- de réaliser une analyse étendue des paramètres PFAS au droit de ces 4 points de rejets. L'utilisation de pack d'analyses étendues (50 ou plus) afin de disposer d'analyses aussi large que possible pour expliquer l'AOF retrouvé dans les rejets est pertinent. L'exploitant y ajoutera le TFA, le 6:2 FTS, le 6:2 FTAB. Les PFAS spécifique émulseurs cités dans le rapport seront ajoutés à ces analyses étendues le cas échéant.
- de réaliser une analyse par top assay au droit de ces 4 points de rejets.
- au regard des résultats de cette campagne, de proposer et mettre en oeuvre un programme de surveillance pour tous les paramètres quantifiés à réception des résultats d'analyses étendues.
- au regard des résultats de cette campagne, de proposer et mettre en oeuvre une campagne d'analyse des PFAS dans les boues produites au sein de la station. Cette campagne de mesure doit être réalisée par un laboratoire disposant de l'accréditation requise pour l'analyse sur la matrice boues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rejet des eaux résiduaires industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux résiduaires industrielles

Prescription contrôlée :

Les eaux résiduaires industrielles proviennent des opérations de tannage (rivière et tannage), et du lavage des sols et des équipements correspondants.

Elles sont envoyées, pour traitement, dans les réseaux de collecte des effluents rejoignant la station d'épuration collective industrielle voisine, selon les dispositions suivantes :

- elles sont collectées par deux réseaux internes distincts, file rivière d'une part, file tannage d'autre part, et font l'objet d'un dégrillage, avant rejet dans les réseaux de la station d'épuration collective industrielle ;
- à l'issue des travaux à réaliser sur la station d'épuration collective industrielle, au plus tard fin 2025, elles sont collectées par trois réseaux internes distincts : effluents chargés en sulfures (effluents pelains de la ligne rivière), effluents chargés en chrome (effluents les plus chargés en chrome des effluents tannage), effluents restants (autres effluents ligne rivière et ligne tannage). Elles font l'objet d'un dégrillage, avant rejet dans les réseaux de la station d'épuration collective industrielle.

Constats :

Actuellement, les eaux résiduaires industrielles provenant des opérations de tannage (rivière et tannage) sont collectées par deux réseaux internes distincts, file rivière d'une part, file tannage d'autre part.

L'exploitant n'a pas réalisé les travaux visant à différencier les effluents chargés en sulfures, les effluents chargés en chrome, et les autres effluents. L'objectif de ces 3 files proposé dans le dossier de réexamen de l'exploitant et repris dans l'arrêté préfectoral de 2023 est la ségrégation des flux selon la typologie des charges polluantes afin d'optimiser et de maîtriser les charges entrantes dans la station CET Environnement.

Par courriel du 03/11/2025 l'exploitant indique qu'il a priorisé les projets visant à améliorer le traitement des effluents au niveau du rejet final et le respect des NEA-MTD en sortie CET Environnement (cf. PC n°8). L'exploitant a indiqué dans son courriel du 03/11/25 qu'il réaliserait les travaux relatifs à la séparation des effluents d'ici décembre 2026.

Pour mémoire : Les résultats déclarés sous GIDAF pour la station finale CET Environnement (sortie finale) mettent en évidence sur la période 01/01/2025 à 01/09/2025 la conformité des rejets sur l'ensemble des paramètres. Il est à noter en revanche que de nouvelles valeurs limites sont applicables à la station CET environnement (sortie finale) à partir du 01/01/2026 (cf PC n°8).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection prend acte des travaux envisagés par l'exploitant. Celui-ci informera l'inspection de leur réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 7 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 5.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

À cet effet, le site dispose d'un bassin de confinement étanche d'un volume minimum de 1 062 m³. Une des deux lagunes de 4000 m³ présente sur le site peut être utilisée à cet effet.

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant propose le dispositif permettant de collecter et d'orienter les effluents vers le bassin de confinement. La solution de confinement est opérationnelle dans un délai de 9 mois suivant la notification du présent arrêté.

Une consigne définit les modalités de mise en œuvre du confinement, incluant la mise en œuvre des dispositifs d'isolement des réseaux de collecte.

Constats :

L'exploitant devait réaliser, sous un délai de 9 mois, soit août 2024, un confinement des eaux d'extinction incendie.

Il a été constaté le jour de la visite la réalisation d'un bassin de confinement (travaux commencé

<p>en août 2025).</p> <p>L'exploitant a confirmé par courriel du 03/11/2025 qu'une réception des travaux avant mise en service est prévue avec validation des services techniques du SDIS 49, au plus tard, en janvier 2026.</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de la mise en service effective du bassin. Une procédure devra être rédigée et affichée concernant le fonctionnement du bassin et des vannes de fermeture.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Sans suite</p>

N° 8 : Valeurs limites de rejet

<p><i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 3.3.1</p>
<p><i>Thème(s) :</i> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet</p>
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p> <p>Les rejets des eaux résiduaires industrielles, dans la station d'épuration collective industrielle (après dégrillage, mais avant tout dispositif de pré-traitement/traitement de la STEP), respectent les valeurs limites fixées à l'article 3.3.1:</p> <ul style="list-style-type: none"> - jusqu'au 31/12/2025 - à partir du 01/01/2026
<p><i>Constats :</i></p> <p>L'examen des résultats déclarés sous GIDAF entre le 01/01/2025 et le 01/09/2025 met en évidence :</p> <p><u>Pour les effluents rivière:</u></p> <p>Août 2025 : non complété le jour de la visite.</p> <p>Juillet 2025 : 1 dépassement sur le paramètre Fer+ Aluminium (fréquence mensuelle). Dépassement en phénol 44 % des mesures (mesures journalières avec dépassement > 2xVLE).</p> <p>Juin 2025 : 1 dépassement sur le paramètre DBO5 sur 4 mesures, 1 dépassement sur l'AOX (fréquence mensuelle), 1 dépassement en Zn, Ni, Cr (sans dépassement flux) (fréquences mensuelles), 1 dépassement en Fer + Aluminium (fréquence mensuelle)</p> <p>Mai 2025 : 1 dépassement en AOX (fréquence mensuelle) +1 dépassement en Fer+Aluminium (fréquence mensuelle)</p> <p>Avril 2025 : 1 dépassement en Fer + Aluminium (fréquence mensuelle)</p> <p>Mars 2025 : 1 dépassement en Fer+Aluminium (fréquence mensuelle), Chrome (fréquence mensuelle) (sans dépassement du flux) + 1 dépassement en Zn (fréquence mensuelle)</p> <p>Février 2025 : 1 dépassement en AOX (fréquence mensuelle), 1 dépassement en Fe+ Al (>2xVLE) (fréquence mensuelle).</p> <p>Janv 2025 : 1 dépassement en Fe + Al (fréquence mensuelle)</p> <p>L'origine des dépassements est expliquée par l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fer et Alu: source matières premières (cuirs) - AOX : biocides - dépassement en chrome (juin 2025): lié à un déversement accidentel d'un bac de jus de chrome

dans le réseau rivière

En février 2025, le résultat déclaré en chrome 6 <0,1 est supérieur à la limite autorisée. L'exploitant doit vérifier et expliquer cette valeur.

Pour les effluents tannage:

Juillet 2025 : 27 % dépassements en indice phénols (fqce journalière), +1 dépassement AOX (fréquence mensuelle) (origine biocide)

Juin 2025 : 1 dépassement AOX (fréquence mensuelle) ; 1 dépassement en nickel (fréquence mensuelle).

Mai 2025 : 1 dépassement en nickel (fréquence mensuelle)

Avril 2025 : 1 dépassement en DBO5 (sur 4 mesures) avec dépassement du flux, + 1 dépassement sulfures (fréquence mensuelle) + 1 dépassement Fer + Aluminium -fréquence mensuelle)

Mars 2025 : 1 dépassement en DBO5 (20%) + Ni (1 dépassement - fréquence mensuelle).

Février 2025 : 1 dépassement en sulfures, Ni et Fer + Aluminium

Par courriel du 03/11/2025 l'exploitant indique qu'il a réalisé et projete des actions visant à améliorer le traitement des effluents et le respect des NEA-MTD applicable au 01/01/2026 en sortie de CET Environnement.

Il mentionne:

- Traitement des effluents ligne rivière: Fin 2022, début 2023 un prétraitement a été mis en place constituant en : coagulation, floculation, compactage de matière (presse à disque), ayant pour objectif l'abattement de la DCO, de l'azote et des MES.

- Traitement des effluents ligne tannage: Un prétraitement (constaté en visite) à été mis en service en 2024 constitué d'un flottateur à air dissous dont les objectifs sont l'abattement du chrome, MES, DCO, Azote. Une unité de déshydratation (filtre à bandes) permet de traiter les boues chromées issues du DAF.

Pour compléter ces actions, une supervision sur l'ensemble des ouvrages et matériels de la STEP a été mise en service à partir de 2023 ayant pour objectif une meilleure gestion de l'aération et donc du traitement de la charge carbonée et azotée.

L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'il réaliserait les travaux relatifs à la séparation des effluents d'ici décembre 2026 et mettrait en œuvre d'ici décembre 2027 le pré-traitement des effluents sulfurés et chromés à savoir oxydation des sulfures et précipitation des chromes. Ce projet de pré-traitement nécessite un permis de construire pour la construction du bâtiment qui accueillera ce prétraitement.

Pour mémoire s'agissant de l'établissement CET Environnement (STEP finale) : Les résultats déclarés sous GIDAF pour la station CET Environnement mettent en évidence sur la période 01/01/2025 à 01/09/2025 la conformité des rejets aux valeurs limites applicables.

Il est à souligner l'application à partir du 01/01/2026 :

- de nouvelles valeurs limites applicables en sortie de chacune des 3 lignes à créer avant rejet vers la station Cet Environnement (arrêté du 16 novembre 2023). L'exploitant n'avait pas réalisé les travaux de séparation des effluents à la date d'inspection (cf point de contrôle 6).

- de nouvelles valeurs limites applicables en sortie de la station CET environnement (rejet final) à partir du 01/01/2026 (arrêté du 26/10/2023) : passage de 50 à 35 mg/l en MES- flux 50 à 48,5 kg/j, et passage de 40 à 10 mg/l en azote ammoniacal- 40 à 13 kg /j. En septembre 2025, les émissions en concentration en MES (sortie CET Environnement) ne respectaient pas la valeur limite fixée à partir du 01/01/2026 (mais la valeur limite en flux était respectée). Aucune non-conformité en chrome, sulfures, AOX, phénols n'est enregistrée en sortie de la station finale CET Environnement.

Les résultats de septembre à décembre 2025 n'ont pas été transmis à l'inspection via GIDAF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les résultats sous GIDAF de ses rejets de septembre à décembre 2025.

Ligne rivière: Il est demandé à l'exploitant:

- d'expliquer la valeur déclarée en chrome 6 en février 2025
- d'expliquer les dépassements en phénol observés sur 44% des mesures journalières en juillet 2025

Ligne tannage: Il est demandé à l'exploitant:

- d'expliquer les dépassements en AOX et phénols observés en juin et juillet 2025
- d'expliquer les dépassements en nickel observés en mars, mai et juin 2025

Il est demandé à l'exploitant de prévoir les mesures nécessaires sur sa filière de traitement pour assurer le respect de la nouvelle valeur limite en MES en sortie de CET Environnement (en septembre 2025, les résultats montrent des difficultés à respecter cette nouvelle valeur limite).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois